

BRÈVES SECTORIELLES

États-Unis

Une publication du SER des États-Unis
N°2025-22 du 6 juin 2025

Sommaire

Commerce et sanctions

1. Le président D. Trump double les droits imposés sur les importations d'acier, d'aluminium et leurs produits dérivés, de 25% à 50%
2. L'USTR J. Greer a rencontré à Paris le Commissaire européen au commerce, M. Šefčovič
3. Les présidents D. Trump et X. Jinping se sont entretenus au téléphone pour la première fois depuis l'investiture du président américain

Climat – énergie – environnement

4. Le Département de l'intérieur souhaite abroger les restrictions d'exploitation pétrolière en Alaska

Transport et infrastructure

5. Le Département des transports rend ses conclusions sur les subventions fédérales au profit du projet de train à grande vitesse en Californie

Industrie

Brèves

Agriculture et industrie agroalimentaire

6. La requête budgétaire de la Maison Blanche prévoit une forte réduction des crédits de l'USDA pour l'exercice 2026

Propriété Intellectuelle

Brèves

Numérique et innovation

7. Le Département du commerce réforme l'AI Safety Institute, rebaptisé Center for AI Standards and Innovation (CAISI)
8. La FCC, la FTC et le DoC détaillent leurs demandes de budget pour 2026

Santé

9. Le Département de la santé envisage 31,3 Mds\$ de coupes budgétaires en 2026

Vous pouvez retrouver les publications du SER, dont le Washington Wall Street Watch, [ici](#).

Commerce et sanctions

1. Le président D. Trump double les droits imposés sur les importations d'acier, d'aluminium et leurs produits dérivés, de 25% à 50%

Via une [proclamation](#) publiée le 3 juin 2025, le président Donald Trump a mis en œuvre son [annonce](#) faite sur Truth d'un doublement (de 25 à 50%) des droits visant l'acier, l'aluminium et leurs produits dérivés, à partir du 4 juin. Deux principaux points sont à retenir :

- Doublement des droits sur l'acier, l'aluminium et leurs produits dérivés (de 25 % à 50 %) à compter du 4 juin, pour tous les partenaires commerciaux des Etats-Unis à l'exception du Royaume-Uni.
- Pour le Royaume-Uni, maintien des droits à 25% et annonce de la mise en œuvre de contingents le 9 juillet ou plus tard. A partir du 9 juillet, ou ultérieurement, ce droit pourra être ajusté et des contingents d'importation pourront être définis, conformément aux termes de « l'accord de prospérité économique » annoncé le 8 mai dernier [voir les [Brèves sectorielles](#) du 9 mai 2025]. Le taux contingentaire n'est pas précisé dans la proclamation.

Le directeur du Conseil économique national, Kevin Hassett, a [indiqué](#) mardi que les exemptions à ces droits seraient « *peu nombreuses* », tout en insistant sur le fait que ces droits additionnels visaient à protéger l'industrie américaine des biens en provenance de Chine : *"[T]he question is how much of a tariff do you need on Chinese steel in order to make it so that we have a vibrant, healthy steel industry? And we started at 25 and then, after studying the data more, realized that it was a big help, but more help was needed. And so that's why the 50 is starting tomorrow, and the exceptions are going to be few."*

2. L'USTR J. Greer a rencontré à Paris le Commissaire européen au commerce, M. Šefčovič

Le 4 juin 2025, le Représentant américain au commerce (USTR), Jamieson Greer, a rencontré le Commissaire européen au commerce, Maroš Šefčovič, pour échanger sur les négociations commerciales en cours entre les États-Unis et l'Union européenne. Dans le communiqué officiel, l'USTR fait état d'« *une réunion très constructive* », témoignant « *de la volonté de l'UE de travailler avec [les États-Unis] à l'élaboration d'une solution concrète en faveur d'un commerce réciproque* ». Le communiqué évoque également le non-papier transmis par la Commission à l'USTR la semaine précédente, le qualifiant de « *base crédible pour entamer des discussions sur un commerce réciproque* » et faisant état d'« *une progression rapide des négociations* ».

3. Les présidents D. Trump et X. Jinping se sont entretenus au téléphone pour la première fois depuis l'investiture du président américain

Le 5 juin 2025, le président Donald Trump a échangé par téléphone avec son homologue Xi Jinping. Dans un [post](#) sur Truth Social, le président américain s'est montré satisfait de la conversation, qui n'a abordé que les sujets commerciaux, y compris les questions relatives aux terres rares : *"The call lasted approximately one and a half hours, and resulted in a very positive conclusion for both Countries."*

Les deux chefs d'Etat se sont invités mutuellement à effectuer une visite dans leur pays respectif.

Une délégation américaine composée du Secrétaire au Trésor, Scott Bessent, du Représentant américain au commerce (USTR), Jamieson Greer, et du Secrétaire au Commerce, Howard Lutnick, rencontrera une délégation chinoise lundi 9 juin à Londres.

Brèves

- Le 3 juin 2025, la Maison-Blanche a [indiqué](#) que le Représentant américain au commerce (USTR) avait envoyé des lettres aux principaux partenaires commerciaux actuellement en négociation avec l'administration américaine afin de leur « rappeler amicalement » la date limite du 9 juillet, et les exhortant à soumettre leur offre finale d'ici au mercredi 4 juin en vue de conclure les négociations.
- Le 2 juin 2025, le président Donald Trump a [nommé](#) Jeffrey Goettman, ancien vice-président exécutif et directeur des opérations de la Banque d'Export-Import, au poste de Représentant américain au commerce adjoint (Deputy U.S. Trade Representative). Il sera chargé d'un portefeuille incluant l'Afrique, l'hémisphère occidental, l'Europe, le Moyen-Orient, ainsi que les questions relatives à l'environnement, au travail et à la compétitivité industrielle.
- Le 2 juin 2025, le président Donald Trump a [nommé](#) Chris Pilkerton, ancien directeur de l'agence pour les petites entreprises (Small Business Administration) lors de son premier mandat, au poste de Secrétaire adjoint en charge de la sécurité des investissements (Assistant Secretary of the Treasury for Investment Security). A ce titre, il supervisera le Committee on Foreign Investment in the United States (CFIUS).
- Le 6 juin 2025, le Département du Trésor a [sanctionné](#) quatre individus guyaniens et deux individus colombiens impliqués dans l'utilisation du Guyana comme point de transbordement de cocaïne vers les Etats-Unis, comme démontré par une [enquête](#) de l'OFAC.
- Le 6 juin 2025, le Département du Trésor a [sanctionné](#) quatre juges au titre du régime de sanctions visant la Cour pénale internationale. Une [licence générale](#) a été délivrée permettant

le désengagement des transactions en cours avec ces individus.

- Le 6 juin 2025, le Département du Trésor a [délivré](#) six licences au titre du régime de sanctions visant la Cour pénale internationale autorisant [i\)](#) la fourniture de services juridiques ; [ii\)](#) le paiement de services juridiques par des fonds issus de capitaux non-américains ; [iii\)](#) la fourniture de services médicaux d'urgence ; [iv\)](#) les inscriptions dans certains comptes pour les frais de service usuels, ainsi que les paiements et transferts vers des comptes bloqués dans des institutions financières américaines ; [v\)](#) les transactions liées à la fourniture de produits agricoles, de médicaments, de dispositifs médicaux, de pièces de rechange et composants, ou de mises à jour logicielles à des fins personnelles et commerciales ; et [vi\)](#) les transactions effectuées dans le cadre des activités officielles du gouvernement des Etats-Unis.

Climat – énergie – environnement

4. Le Département de l'intérieur souhaite abroger les restrictions d'exploitation pétrolière en Alaska

Les 1er et 2 juin 2025, l'administrateur de l'Agence de protection de l'environnement (EPA) Lee Zeldin, le secrétaire à l'intérieur Doug Burgum, et le secrétaire à l'énergie Chris Wright se sont rendus en Alaska. Organisée dans le cadre du Conseil national sur la dominance énergétique, leur visite visait à valoriser le potentiel des ressources fossiles de l'Alaska. Les membres du gouvernement ont aussi mis en avant la future législation « One Big Beautiful Bill », qui prévoit notamment l'accélération des permis, une déréglementation accrue et le développement de concessions *offshore*.

C'est dans ce contexte que, le 2 juin 2025, le Département de l'intérieur (DoI) a [annoncé](#) son intention d'abroger une règle adoptée en 2024 qui renforçait les restrictions concernant l'exploitation pétrolière et gazière dans la Réserve nationale de pétrole en Alaska (NPR-A). Intitulée « Gestion et protection de la Réserve nationale de pétrole en Alaska », cette règle avait renforcé les procédures administratives pour l'obtention de baux pétroliers et instauré une présomption défavorable à l'activité pétrolière dans la NPR-A, située sur le versant nord de l'Alaska et large d'environ 13 millions d'acres (52 600 km², soit deux fois la Bretagne), sauf preuve d'absence d'impact significatif sur l'environnement.

Selon l'administration américaine, cette réglementation de 2024 est contraire à l'esprit et à la lettre du Naval Petroleum Reserves Production Act de 1976, lequel concilierait l'exploitation pétrolière et la protection des ressources naturelles en surface. Selon le secrétaire à l'intérieur Doug Burgum : « *le Congrès était clair : la NPR-A fut mise de côté en vue de soutenir la sécurité énergétique américaine via un*

développement responsable (...) la règle de 2024 a ignoré ce mandat, en priorisant l'obstruction sur la production (...) »

Si elle est adoptée, l'abrogation restaurera les règles en vigueur avant le 7 mai 2024, tout en maintenant certaines protections environnementales. La proposition sera publiée au Registre fédéral et soumise à une consultation publique de 60 jours.

Brèves

- Le 30 mai 2025, le Département de l'énergie (DoE) a [indiqué](#) avoir mis à jour le modèle de simulation 45ZCF-GREET, utilisé pour évaluer l'éligibilité au crédit d'impôt 45Z sur les carburants propres. Le modèle GREET (Greenhouse gases, Regulated Emissions, and Energy use in Technologies) calcule les impacts environnementaux sur l'ensemble du cycle de vie des technologies et carburants. La mise à jour intègre désormais l'éthanol issu du broyage humide du maïs et le gaz naturel provenant du méthane de mines de charbon, ouvrant ainsi le marché des carburants alternatifs à un plus grand nombre de producteurs agricoles et industriels américains.
- Le 30 mai 2025, le secrétaire à l'énergie Chris Wright a [annoncé](#) la suppression de 24 subventions de l'Office des démonstrations en matière d'énergie propre (OCED), représentant près de 3,7 Mds\$. Le Département de l'énergie (DoE) a estimé que ces projets n'étaient ni économiquement viables, ni suffisamment rentables pour les contribuables. Le communiqué précise que près de 70 % des projets annulés avaient été signés entre le jour de l'élection et le 20 janvier 2025. Ces projets comprennent principalement le financement d'initiatives de captage et de séquestration du carbone (CSC) et de décarbonisation.
- Le 30 mai 2025, l'Autorité de sûreté nucléaire américaine (Nuclear Regulatory Commission – NRC) a [approuvé](#) le design du nouveau réacteur modulaire de petite taille (SMR) de NuScale Power de 77 MWe. Ce design s'appuie sur la version précédente de 50 MWe, qui a été certifiée en 2023 par la NRC. Une centrale NuScale pourra contenir jusqu'à 6 de ces modules préfabriqués en usine (soit 462 MWe de puissance totale, environ la moitié du modèle de réacteur le plus répandu dans le parc électronucléaire français). Le DoE précise que NuScale mène actuellement les études d'ingénierie préliminaires pour la construction d'une centrale de ce type en Roumanie, et a déjà 12 modules en production avec son partenaire industriel Doosan.
- Le 2 juin 2025, le Département de l'énergie (DoE) a [annoncé](#) 8 millions de dollars pour soutenir 14 projets de micro-réseaux (« microgrids ») via le programme « Community Microgrid Assistance Partnership » (C-MAP), principalement en Alaska. Ces projets visent à améliorer la fiabilité et l'accessibilité de l'énergie dans les zones rurales isolées, vulnérables aux aléas

climatiques et souvent dépendantes du diesel. L'objectif est de réduire les coûts de l'électricité pour les foyers et entreprises ainsi que d'améliorer la résilience énergétique des régions rurales.

- Le 3 juin 2025, le Département de l'intérieur (DoI) a [annoncé](#) l'abrogation par le Bureau de gestion des terres (BLM) de 18 réglementations jugées obsolètes ou redondantes. L'objectif est de réduire les charges administratives, favoriser l'indépendance énergétique et accélérer le développement économique sur les terres fédérales comme requis dans l'executive order « Unleashing Prosperity Through Deregulation » et l'order du secrétaire à l'Intérieur « Achieving Prosperity Through Deregulation ». Ces réglementations concernaient notamment les baux miniers et géothermiques (redevances, limites de superficie, incitations), les usages des terres fédérales (plans de gestion, déclarations annuelles) et les procédures administratives (audiences, exigences de dépôt).
- Le 3 juin 2025, Meta a [annoncé](#) un accord d'approvisionnement en électricité nucléaire avec Constellation Energy (cf. la brève plus détaillée *infra*, section « numérique et innovation »).

Transport et infrastructure

5. Le Département des transports rend ses conclusions sur les subventions fédérales au profit du projet de train à grande vitesse en Californie

Le 4 juin 2025, le Secrétaire aux transport Sean Duffy, a [publié](#) le rapport d'examen de conformité de l'Administration fédérale des chemins de fer (FRA), qui conclut que le projet de train à grande vitesse porté par la California High-Speed Rail Authority (CHSRA) n'a pas respecté les conditions de ses subventions fédérales. Le [rapport](#) détaillé de 300 pages contient neuf conclusions principales, notamment le non-respect des délais, les insuffisances budgétaires et la surreprésentation de la fréquentation prévue. La CHSRA a jusqu'au 11 juillet pour répondre, après quoi les subventions fédérales pourraient être supprimées. Selon Sean Duffy : « Notre pays mérite des trains à grande vitesse qui nous rendent fiers, et non des trains bricolés qui ne mènent nulle part ».

Cet examen par la FRA avait été [initié](#) en février dernier par le Département des transports (DoT) en vue d'examiner le bon usage des deux subventions accordées au projet : un accord de coopération de 929 M\$ datant de 2010 et un accord de coopération de 3,07 Mds\$ datant de l'année dernière.

Industrie

Brèves

- Le 5 juin 2025, le CFO de Procter and Gamble Andre Schulten a [annoncé](#) lors de la 2025 Deutsche Bank Global Consumer Conference en Allemagne la suppression de 7 000 emplois sur deux ans. Ce programme débutera en 2026 et conduira à la réduction de 15% des emplois non manufacturiers du groupe.
- Le 5 juin 2025, le secrétaire au commerce américain Howard Lutnick a [annoncé](#), au cours d'une audition devant le Congrès, la renégociation des contrats passés par l'administration Biden avec les fabricants de semi-conducteurs bénéficiaires du CHIPS Act. Howard Lutnick a présenté comme modèle l'accord renégocié avec TSMC, qui a été assorti d'une promesse d'investissement de 100 Mds\$ supplémentaires de la part de l'entreprise.

Agriculture et industrie agroalimentaire

6. La requête budgétaire de la Maison Blanche prévoit une forte réduction des crédits de l'USDA pour l'exercice 2026

La demande budgétaire du Président pour l'exercice 2026 de l'USDA [s'établit](#) à 22,3 Mds\$, en baisse de 23% (6,7 Mds\$) par rapport à 2025. La proposition fait suite à la publication par le président Donald Trump de sa [requête budgétaire](#) adressée à la présidente de la commission sénatoriale du budget le 2 mai 2025.

Les réductions de dépenses les plus importantes par rapport à l'exercice 2025 concernent l'aide alimentaire internationale (2 Mds\$), les subventions aux universités et instituts de recherche (0,75 Md\$), l'assistance technique pour les programmes de conservation des terres (0,75 Md\$), les crédits pour certains programmes de développement rural considérés comme réalisés (0,75 Md\$) et des crédits dédiés à la lutte contre les incendies de forêts dont la responsabilité va être confiée au Département de l'intérieur (2 Mds\$).

Le principal programme d'aide alimentaire internationale, qui était géré par l'USAID pour un montant de 1,7 Md\$ mais dont le financement figurait sur le budget de l'USDA, est désormais supprimé, ainsi qu'un second programme géré directement par l'USDA, pour 250 M\$. Par ailleurs, les crédits dédiés à des programmes de recherche portant sur le climat ou des sujets de diversité, équité, inclusion (DEI) sont également supprimés.

Les réductions budgétaires visent également le programme spécial d'aide nutritionnelle supplémentaire pour les femmes, les nourrissons et les enfants ([WIC](#)). A la différence d'autres programmes

de nutrition qui sont des dépenses obligatoires inscrites dans le Farm Bill, le WIC est une dépense discrétionnaire fixée annuellement. La proposition de l'administration réduirait les prestations de fruits et légumes du WIC. La présidente et directrice générale de la National WIC Association a déclaré dans un [communiqué](#) qu' « *en réduisant de deux tiers les prestations du WIC pour les fruits et légumes et en réduisant le financement global du programme, la proposition retire directement les aliments sains des mains des mères à faible revenu et des jeunes enfants qui font face à des risques nutritionnels* ».

Brèves

- Le département américain de l'agriculture [prévoit](#), à fin mai 2025, un déficit commercial agricole de 49,5 Mds\$ pour l'exercice budgétaire 2025, en légère hausse par rapport à la prévision précédente de février (déficit de 49 Mds\$). Cette prévision est la première à avoir été établie après l'instauration de droits réciproques généralisés à compter du 5 avril 2025, avec un droit minimum de 10 % sur toutes les importations.

Cette prévision ne montre pas, à ce stade, d'effets tangibles des mesures tarifaires tant sur les importations que sur les exportations prises globalement. Le principal écart avec la prévision précédente concerne la Chine. Les exportations vers ce pays poursuivent leur forte baisse : 18,5 Mds\$ contre 22 Mds\$ dans la prévision précédente et 25,75 Mds\$ pour l'exercice 2024.
- Le 31 mai 2025, la secrétaire à l'agriculture, Brooke Rollins, a [annoncé](#) le déploiement par le Service des forêts d'une aide au bénéfice du Canada pour lutter contre les incendies de forêt qui sévissent dans le Saskatchewan, le Manitoba, l'Ontario et l'Alberta.
- Le 3 juin 2025, la commission agricole du Sénat a [adopté](#) à l'unanimité une proposition de loi qui permettrait aux écoles de servir de nouveau du lait entier (depuis 2012, seuls les laits écrémés et demi-écrémés étaient autorisés). L'industrie laitière s'est félicitée de cette décision.

Propriété Intellectuelle

Brèves

- Le 29 mai 2025, la New York Times Company a annoncé avoir [signé](#) un accord de licence sur son contenu éditorial avec Amazon pour lui permettre de l'utiliser sur ses plateformes d'intelligence artificielle.
- Le 4 juin 2025, Reddit a [lancé](#) un contentieux contre Anthropic, l'accusant d'entraîner ses modèles d'intelligence artificielle sans accord de licence.

- Le 5 juin 2025, le Bureau des Brevets et des Marques (USPTO) et l'OCDE ont [tenu](#) une table-ronde publique sur le projet de lignes directrices volontaires pour lutter contre le commerce illicite de contrefaçons sur les marchés en ligne. Ce projet de lignes directrices a été élaboré par le groupe de travail de l'OCDE sur la lutte contre le commerce illicite. L'USPTO a [publié](#) un avis le 16 mai, sollicitant des commentaires sur ce projet d'ici le 27 juin.

Numérique et innovation

7. Le Département du Commerce réforme l'AI Safety Institute, rebaptisé Center for AI Standards and Innovation (CAISI)

Le 3 juin 2025, le Secrétaire au commerce Howard Lutnick a [annoncé](#) la transformation de l'AI Safety Institute (AI SI ; créé en 2023) en « Center for AI Standards and Innovation » (CAISI). Selon lui, cette réforme vise à recentrer l'activité de l'institut sur « *l'évaluation et le renforcement de l'innovation américaine dans ces systèmes d'IA en développement rapide* », tout en mettant fin à ce qu'il qualifie de « *censure et régulation pratiquées au nom de la sécurité nationale* ».

Intégré au sein du [National Institute of Standards and Technology](#) (NIST), le CAISI sera notamment chargé (i) de l'élaboration – en lien avec l'industrie – de normes technologiques facultatives ; (ii) de l'évaluation de risques dits « tangibles » (cybersécurité, biosécurité, armes chimiques) ; ainsi que (iii) de l'analyse des capacités des systèmes d'IA, y compris ceux développés à l'étranger. Le communiqué du Département du commerce précise que (iv) le Centre collaborera avec plusieurs agences et administrations fédérales, dont le Département de la défense, le Bureau de la politique scientifique et technologique de la Maison Blanche (OSTP) et le Bureau de l'industrie et de la sécurité (BIS). Le CAISI aura également pour mission de (v) représenter les intérêts américains dans les enceintes internationales, afin de limiter l'adoption de réglementations étrangères jugées excessives à l'égard des technologies américaines et « *d'assurer la dominance américaine des normes internationales d'IA* ».

8. La FCC, la FTC et le DoC détaillent leurs demandes de budget pour 2026

Plusieurs agences fédérales ont précisé ces derniers jours leurs sollicitations de budget pour la prochaine année fiscale.

La Federal Communications Commission (FCC) [propose](#) une augmentation de ses crédits à hauteur de 26 M\$ (+6,6 %), arguant de la mise en œuvre de ses programmes de collecte de données sur le déploiement du haut débit et la modernisation de ses infrastructures

informatiques. La Federal Trade Commission (FTC), [prévoit](#) quant à elle une réduction de 42 M\$ (-9,9%) de son budget par rapport à l'année en cours. Elle estime que cette réduction n'affectera ni la poursuite de ses priorités, notamment en matière de protection des consommateurs et de politique de concurrence, ni la mise en œuvre de ses nouvelles attributions liées au Take It Down Act, pour lesquelles des crédits spécifiques ont été alloués.

Le *Department of Commerce*, qui pilote plusieurs programmes en lien avec les politiques numériques, verrait pour sa part son budget global réduit de 16,5 %. Les 4 et 5 mai 2025, le Secrétaire au commerce Howard Lutnick a été [auditionné](#) par la commission sénatoriale chargée du contrôle des finances. Le Secrétaire au commerce a notamment été interrogé sur la suppression des fonds du Digital Equity Act, qui avait mobilisé 2,75 Mds\$ en faveur de l'inclusion numérique via des transferts aux Etats. Il a également annoncé reconsidérer les modalités de financement du programme Broadband Equity, Access, and Deployment (BEAD), qui prévoit le versement de plus de 42 Mds\$ aux Etats pour le déploiement d'infrastructures d'accès au haut-débit. Face aux inquiétudes de sénateurs des deux camps politiques, Howard Lutnick a indiqué que son administration demanderait aux Etats de soumettre de nouveaux dossiers de candidature afin de mieux maîtriser les coûts de déploiement.

Brèves

- Selon la presse, Elon Musk multiplierait les levées de fonds pour sa start-up xAI, spécialisée dans l'intelligence artificielle. En parallèle d'une [levée de dette](#) de 5 Mds\$ conduite par Morgan Stanley, un [placement secondaire](#) de 300 M\$ permettrait d'établir la valorisation de xAI à 113 Mds\$. Cette valorisation inclurait désormais la plateforme X, fusionnée en mars avec xAI au sein d'une entité commune baptisée XAI Holdings.
- Le 29 mai 2025, le Département de l'énergie a [annoncé](#) le lancement d'un nouveau supercalculateur baptisé « Doudna », en partenariat avec Nvidia et Dell, au Lawrence Berkeley National Laboratory (Californie). Prévu pour 2026, le supercalculateur visera à accélérer les recherches en IA, en physique des particules et en sciences des matériaux, pour s'assurer que « *les scientifiques américains disposent des outils nécessaires pour gagner la course globale à la domination en IA* » selon le Secrétaire à l'énergie Chris Wright.
- Le 3 juin 2025, IBM a [annoncé](#) l'acquisition de la start-up new-yorkaise [Seek AI](#), spécialisée dans l'interrogation de bases de données d'entreprises en langage naturel, pour un montant non dévoilé. Sa technologie sera intégrée au nouvel accélérateur de start-ups [Watsonx AI Labs](#), doté d'un fond de 500 M\$, lancé le même jour à New York.

- Le 3 juin 2025, Meta a [annoncé](#) un accord d'approvisionnement avec Constellation Energy pour financer l'exploitation de la centrale nucléaire de Clinton, dans l'Illinois, sur une période de 20 ans. Ce contrat de fourniture d'électricité, le premier de Meta avec une centrale nucléaire, [viserait](#) notamment à garantir l'alimentation de ses centres de données et projets en IA.

Santé

9. Le Département de la santé envisage 31,3 Mds\$ de coupes budgétaires en 2026

Dans un document [publié](#) et soumis au Congrès le 30 mai 2025 dans le cadre du processus d'approbation du budget des agences fédérales pour 2026, le Département de la santé et des services sociaux (HHS) a précisé les contours de ses projets d'économies annoncés en mars dernier [voir [Brèves sectorielles du 28 mars 2025](#)]. Selon ce document, HHS sollicite au Congrès un budget discrétionnaire de 94,7 Mds\$, soit une réduction de 31,3 Mds\$ par rapport à 2025 (-25%). Il y confirme aussi son objectif de réduire de 10% ses effectifs à temps plein, représentant une économie de l'ordre de 3 Mds\$. Une réorganisation de HHS est également prévue pour réduire par quasiment par deux le nombre de ses divisions (15 contre 28 actuellement). En particulier, plusieurs divisions seraient rassemblées au sein d'une agence unique, l'Administration for Healthy Americans (AHA), dédiée à la lutte contre les maladies chroniques et dotée d'un budget de 14 Mds\$. La presse [relève](#) que la part la plus importante des économies réalisées par HHS concernerait les National Institutes of Health (NIH), chargés des questions de recherche médicale, dont le budget serait réduit de 18 Mds\$ (approx. -50%), notamment via la réorganisation de son réseau de 27 instituts et centres en seulement 8 entités. L'agence Centers for Disease Control (CDC), chargée de la mise en œuvre des politiques de santé publique, perdrait aussi 3,9 Mds\$, avec en particulier la réduction des budgets alloués à ses programmes de lutte contre le VIH et la tuberculose, ou encore de promotion de la vaccination dans les pays en voie de développement. D'autres réductions du budget de HHS seraient attribuables à la baisse des moyens des programmes liés à la santé mondiale, mis en œuvre en partenariat avec le Département d'Etat et l'United States Agency for International Development (USAID), pour lesquels 3,8 Mds\$ sont demandés au Congrès, contre 6,2 Mds\$ en 2025. La Food and Drug Administration (FDA), notamment chargée de la mise en œuvre des réglementations entourant la mise sur le marché de produits alimentaires, médicaments et dispositifs médicaux, se verrait quant à elle dotée d'un budget de 6,8 Mds\$, soit une réduction totale de 271 M\$. Selon le document, ce budget serait mobilisé en priorité en faveur des initiatives d'amélioration de la qualité des aliments et la

mise en œuvre des réglementations sur les dispositifs médicaux et le tabac.

Brèves

- Le 2 juin 2025, l'entreprise pharmaceutique française Sanofi a [annoncé](#) son acquisition de l'entreprise de biotechnologies américaine Blueprint, spécialisée dans le développement d'immunothérapies, pour un montant de 9,1 Mds\$.
- Le 2 juin 2025, l'entreprise pharmaceutique américaine Bristol Myers Squibb (BMS) a [annoncé](#) la conclusion d'un partenariat avec l'entreprise de biotechnologies allemande BioNTech pour le codéveloppement et la commercialisation conjointe d'un anticorps utilisé dans le traitement de tumeurs cancéreuses. Le total des paiements effectués à BioNTech par BMS dans le cadre de cette collaboration pourrait atteindre plus de 11 Mds\$.
- Le 2 juin 2025, l'entreprise pharmaceutique américaine Regeneron a [annoncé](#) la conclusion d'un accord avec l'entreprise de biotechnologies américaine Hansoh pour l'acquisition des droits exclusifs de développement et de commercialisation hors-Chine d'un traitement contre l'obésité [décrit](#) par la presse comme concurrent de Zepbound, du laboratoire Eli Lilly. Le montant total de la transaction pourrait s'élever à plus de 2 Mds\$.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :
www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Washington
washington@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER des États-Unis
Abonnez-vous [ici](#)